

L'amnistie et l'oubli

Tribune – Tribune libre - Georges RABEHEVITRA - 16/11/09

Mr Mamy Rakotoarivelo, nouveau Président d'un pseudo pouvoir législatif [*Congrès de la Transition*] dont les membres ont été désignés et choisis et non pas élus, commence son discours en parlant en premier lieu d'amnistie. Pardi, ce serait la première tâche de cette législature de transition ? Et le peuple, il n'a pas son mot à dire dans tout ceci ?

Voilà donc, une bande de politiciens, même pas élus, qui vont discuter ensemble, et uniquement entre eux, comment se blanchir de leurs fautes du passé !!! Et s'en laver les mains comme Ponce Pilate, en disant qu'ils n'y sont et ne peuvent rien. Le peuple n'a qu'à la fermer et applaudir !!!

Pour moi c'est exactement comme si des gens soupçonnés de fautes commencent à se réunir entre eux et décider de tout amnistier, et tant pis pour les éventuelles victimes !!!

Non, non, non, non, quatre fois non !

Premier non :

Normalement, et juridiquement, l'amnistie vient après un procès et une condamnation. Bon, apparemment et avec tous ces politiciens sans vergogne, l'Etat de Droit n'est pas pour demain. En effet, ici, on veut absoudre et non pas amnistier. Absoudre relève de la morale ou du sentiment mais certainement pas du Droit, au sens du latin *juris* du terme. Ici, on veut même aller beaucoup plus loin car il s'agit de laver de tout soupçon, oublier les fautes du passé et faire comme si de rien n'était. Même dans la religion, on avoue au moins ces fautes avant de recevoir l'absolution !

Mais vous vous rendez compte de ce que cela veut dire ? Dans ce cas, il n'y aucune raison que l'on sorte du cercle vicieux de l'instabilité politique périodique. Votre capacité d'analyse est tellement limitée que vous n'avez pas envisagé un seul instant qu'une des premières causes de cette périodicité des troubles c'est le sentiment d'impunité qui règne ?

Nos juristes contorsionnistes vont bien dire que c'est pour la réconciliation nationale mais moi, je pense que dans ce cas, pour eux, le mot Nation ne couvre que les politiques. Non messieurs, la Nation ce n'est pas uniquement les politiques, c'est le peuple tout entier, y compris la génération future.

Deuxième non :

Le peuple a droit à savoir ce qui s'est passé car il est la première victime des gabegies en tous genres. Que ce soit en 1971, 1972, 1975, en 1991, 2002 ou 2009, c'est toujours ce peuple qui a souffert des conséquences des troubles politiques survenus et qui les dépassent. Il y a même eu beaucoup de morts (dans le sud, Iavoloha, Antaninarenina, Mahamasina,...). Sans parler de ceux qui ont tout perdu dans les pillages en tous genres.

Troisième non

L'amnistie avant tout procédure équivaut à gommer et à oublier ce qui s'est passé. Or, un vrai procès, cela sert aussi pour la génération future. Un procès politique fait partie de l'héritage d'une Nation. Chez nous, on en a eu très peu, et encore pas vraiment auprès d'une instance juridique normale, mais plutôt avec une juridiction d'exception. Ici encore, on voit bien que la génération future n'est vraiment pas le premier souci de nos politiciens passés et actuels.

Quatrième non

Ces bandes de politiques véreux et sans scrupules tentent de mélanger ce qui relève des fautes politiques des fautes pénales. Seront donc assimilés à des fautes politiques :

Les morts et les tentatives d'assassinats

Les milliards disparus de la Banque Centrale à chaque trouble politique,

Pendant leur mandat, les détournements de biens publics ou abus de pouvoir manifestes,

Les mélanges des affaires privées et celles de l'Etat, y compris la spoliation des biens d'autrui

Le but final de cette forfaiture à l'échelle de la Nation c'est de permettre à toutes les personnes impliquées, d'hier et d'aujourd'hui, de se présenter aux élections, de faire comme si de rien n'était et plus tard de :

- ▶ Recommencer à tuer (et oui il y a eu des morts mais dont personne n'est responsable ?),
- ▶ Détourner des sommes immenses de la caisse de l'Etat (très pauvre en plus),
- ▶ Des abus de pouvoir en tous genres
- ▶ J'en passe et des meilleurs

Le problème c'est que vous tous, sans exception, devraient être assignés en justice pour tout le mal que vous avez fait à notre pays, depuis trop trop longtemps et jusqu'à aujourd'hui.

Et cela vous ne voulez même pas en entendre parler car vous partez du principe que vous n'avez pas de compte à rendre au peuple ? C'est votre définition de la politique ? Décidément messieurs, nous n'avons pas les mêmes valeurs.

Ce que vous ne comprenez pas du tout, dans votre courte vue de la politique c'est que, de toute façon, le peuple finit toujours pas se venger à sa manière.

Ce qui est dommage car dans les pays avancés et démocratiques, la justice est prononcée au nom du peuple, justement pour éviter que ce peuple se fasse justice lui-même.

Je vous en conjure messieurs les politiques, arrêtez de vous regarder le nombril et essayez de penser, au moins une fois dans votre vie, à notre cher Tanindrazana et à nos enfants.

Je sais bien que vous en fichez de ce que je dis, comme de votre premier détournement des biens publics, mais ces mots ne vous sont pas destinés, ils sont plutôt pour les jeunes qui viendront après vous, avec mon espoir toujours vivace, que leur lendemain pourrait être meilleur, malgré que vous ne leur léguiez qu'un héritage de désespoir et de honte.

Alors messieurs, bonne amnistie quand même ? Pourquoi pas mais attention aux conséquences.